



- La popularité des Démocrates chez les adhérents du syndicat LO a reflué de 6 % en trois ans. Elle n'est pas irrésistible.

L'EXTRÊME DROITE DANS LES ALLÉES DU POUVOIR

Fondé par des néonazis, le parti des Démocrates de Suède n'est plus, théoriquement, un groupuscule violent ou un parti d'opposition. Il est désormais en position de force au Parlement, et appuie des lois qui rabotent les droits des salariés et effritent la démocratie suédoise.

Au cours de la soirée du 12 octobre 1999, le syndicaliste Björn Söderberg est assassiné par balles devant son domicile, dans la banlieue de Stockholm, par deux néonazis. Membre de l'Organisation syndicale centrale des travailleurs suédois, ou SAC, Söderberg avait révélé à la presse, un mois auparavant, que Robert Vesterlund, fraîchement élu au bureau de la branche locale d'Handels, le syndicat des employés de commerce, était un néonazi notoire. Suite à ces révélations, ce dernier avait quitté le syndicat et son poste. Ce meurtre politique marque l'apogée des violences fascistes qui ont secoué la Suède dans les années 1980-1990. « C'était un très bon camarade, on travaillait beaucoup ensemble », se souvient Saman Bona, membre de la SAC, quand on le rencontre dans le centre de Stockholm, dans un bureau du syndicat aux murs couverts de livres anarchistes. « Le plus tragique, c'est qu'il était non violent, alors que moi, c'était plutôt "par tous les moyens nécessaires", ajoute Saman Bona, alors membre d'un groupe antifasciste qui a connu cette violence de rue. Le choc, en Suède, est énorme : 45 000 personnes se réunissent dans une vingtaine de villes pour protester contre l'extrême droite, et les syndicats font bloc. « C'était la première fois qu'un syndicaliste était tué à cause de son activité, poursuit Saman Bona, c'est pour ça que LO, [principale confédération syndicale des ouvriers, NDLR], s'est exprimée publiquement. Historiquement, ce ne sont pas nos amis, mais ce jour-là, ils étaient avec nous. »



ASCENSION PAR L'EUROPE

Jimmie Åkesson, chef du parti des Démocrates de Suède, en tournée électorale lors des élections européennes de juin 2024 avec, à sa droite, Charlie Weimers, député européen.

EN QUÊTE DE RESPECTABILITÉ

La violence fasciste baisse au milieu des années 2000, au moment où le parti Démocrates de Suède (SD), fondé en 1988 par des néonazis, se structure. À la recherche de respectabilité, les SD essaient de s'infiltrer un peu partout : « Ils ne visaient pas spécifiquement les syndicats, ce n'était sans doute pas leur priorité », reprend Gabriel Kuhn, secrétaire général de la SAC. D'ailleurs, lorsqu'il entre au Parlement en 2010, le parti reçoit le soutien d'à peine 5 % des membres de LO. Mais fin 2022, ils sont plus de 27 %. Son discours populiste s'adresse aux jeunes et aux travailleurs : il défend ce qui reste du modèle suédois et fait des immigrés des boucs émissaires. Anders Kjellberg, professeur de sociologie

POPULISME DE BAS ÉTAGE

En 2015, déjà, les Démocrates de Suède (SD) s'exprimaient en toutes lettres, au plafond d'une station de métro à Stockholm. Dans cette campagne publicitaire, ils présentaient leurs excuses aux touristes pour la présence de mendiants dans les rues.

à l'université de Lund, pointe la baisse graduelle du taux de syndicalisation depuis la fin des années 1990 : 77 % en 2006 ; 71 % en 2008. Les syndicats perdent quelque 245 000 membres. L'augmentation des cotisations d'assurance chômage et la suppression des crédits d'impôts sur les cotisations ont joué, mais l'identité même du syndicalisme a changé : « *L'adhésion venait avec la croyance d'appartenir à un mouvement qui œuvrait pour une société plus juste, plus égale. Et les idéologues d'extrême droite n'avaient pas leur place. Cela a disparu !* » souligne Gabriel Kuhn. La corrélation entre la perte de vitesse des syndicats et la montée de l'extrême droite est donc tentante, mais pas évidente. Cependant, Jens Rydgren et Maria Tyrberg, sociologues, montrent que « *l'appartenance syndicale est associée à une probabilité plus faible de voter pour un parti populiste d'extrême droite* ». Pour autant, Gabriel Kuhn rappelle que, même si l'extrême droite a des soutiens dans la bourgeoisie, « *les gens se sentent menacés et exclus* », en raison de la dégradation de leurs conditions de vie. « *C'est là que la recherche de boucs émissaires commence, les gens veulent des réponses simples* ».

ATTAQUE PAR L'OBLIQUE

En 2022, les Démocrates de Suède se retrouvent au cœur du jeu politique et du pouvoir, en soutenant la coalition gouvernementale des modérés, des chrétiens-démocrates et des libéraux, soit le bloc bourgeois traditionnel. Et si leur discours reste la défense des travailleurs et du modèle suédois, dans les faits, leurs votes sont en total accord avec leurs alliés, même concernant les syndicats et le droit du travail. Leur popularité, chez les adhérents de LO, qui a franchi un cap à 31 % en mai 2022, a reflué à 25 % en mai 2025. Monika Arvidsson, économiste chez LO, y voit un début de prise de conscience : « *J'espère que leurs électeurs découvrent que ce n'est peut-être pas la politique qu'ils souhaitaient, parce que la situation est pire qu'avant en termes de salaires, de conditions de vie...* » Leurs attaques à l'encontre des syndicats sont obliques, s'en prenant aux fonctions syndicales (proposition pour que les enseignants et personnels de santé soient obligés de dénoncer les personnes sans papiers), au financement ou aux syndicalistes appartenant à des minorités. En réponse, les syndicats ont renforcé leur charte pour exclure de leurs membres ceux qui auraient pu accéder à des

responsabilités au SD. Monika Arvidsson va plus loin : « *Si quelqu'un veut lancer un syndicat fasciste, il le peut. Cela n'arrive pas, tout simplement parce que l'extrême droite n'aime pas les syndicats. Nous avons des valeurs au sein de la famille LO. Vous ne pouvez pas être fasciste et vous inscrire dans un syndicat sans respecter ce deal.* » En 2013, les Démocrates de Suède ont bien tenté de lancer leur syndicat, Löntagarna. « *Un coup de com...* » pour Gabriel Kuhn. À peine un an plus tard, le syndicat ferme ses portes, il aura réuni 200 membres. Mais la situation démocratique est alarmante. Monika Arvidsson fait partie d'un réseau qui regroupe une quarantaine d'organisations de la société civile, pour « *partager idées et inquiétudes concernant la situation mondiale, mais aussi le contexte suédois en particulier* ». La Suède est sur le point de changer, constate le réseau, alors que, prises séparément, les

nombreuses propositions de lois ne semblent rien bouleverser de majeur. « *C'est un ensemble, la démocratie suédoise se trouve dans une situation totalement inédite* », prévient Monika Arvidsson. « *Ce n'est pas une surprise* », opine Niclas Nilsson, chercheur et conférencier pour le média *Expo*, spécialiste de l'extrême droite. « *Ce qu'ils veulent, ce n'est pas une société égale, ce n'est pas une société libre, c'est une société homogène.* » La lutte contre cette extrême droite xénophobe passe aussi par l'éducation. Formations, argumentaires et analyses sont fournis aux membres de LO. Niclas Nilsson forme trois à quatre mille personnes par an : syndicalistes de toutes les confédérations, enseignants, membres de la police, de l'Église de Suède. « *Il y a un manque de connaissances au sujet de l'extrême droite, mais aussi sur qui ils sont eux-mêmes, organisations civiles et citoyens, leurs valeurs. Vous ne devez pas seulement dire aux électeurs que l'extrême droite a tort, il faut savoir dire pourquoi vous avez raison.* »

Sur le terrain, les actions sont plus risquées, le droit de grève politique est limité : en 2018, des chauffeurs soutenus par la SAC avaient refusé de conduire des bus portant le logo SD. Le syndicat avait écopé d'une amende salée. « *Il y a eu une bonne couverture médiatique, se souvient Gabriel Kuhn, bien que l'impact sur les électeurs SD ait probablement été faible. C'était une*

bonne action politique et j'aimerais en voir plus souvent. » Mais les dissensions entre les tenants d'une lutte purement syndicale et ceux d'une lutte de gauche plus étendue compliquent la donne. Et le peu de membres actifs plombe les initiatives d'actions préventives. « *On pourra sûrement mobiliser quand les gens auront le couteau sous la gorge, mais ce sera trop tard* », remarque, amer, Gabriel Kuhn.

JULIETTE ROBERT, À STOCKHOLM



ATILIA ALTUNTAS/ANADOLU AGENCY/AFP